

La rupture, ou la social-démocratie ?

26 avril 2007

Le scrutin du 22 avril comporte bien des raisons de se réjouir : participation massive des électeurs, autrement dit retour au civisme ; réconciliation avec le débat républicain ; engagement des jeunes électeurs qui font rimer la France avec la modernité républicaine ; chute spectaculaire du Front National, ce qui exorcise le 21 avril 2002 ; retour de la gauche au deuxième tour et unanimité de l'appel des partis de gauche et des écologistes aux reports de voix sur la candidate, devenue, dimanche 22 avril, la candidate de la gauche tout entière.

Maintenant, il faut transformer cet incontestable succès en une victoire – ce qui est possible malgré la droitisation générale du discours politique, qui peut inciter, au-delà des états-majors, certains électeurs de gauche ou altermondialistes à s'abstenir au deuxième tour et malgré le vote, au premier tour, de l'électorat en faveur du candidat de l'UMP ; c'est possible si l'on répond à la soif de débats qui s'est confirmée dans les meetings, dans les blogs, dans les urnes, par un projet dynamique et fédérateur.

Victoire sûrement difficile – mais impératif de victoire, car le modèle de société qu'esquisse Nicolas Sarkozy comporte des risques majeurs pour notre pays. Instrumentaliser les peurs pour se poser ensuite en protecteur ne suffit pas – heureusement – à fédérer.

Convictions, depuis ses origines, a pour objectifs d'approfondir des idées politiques qui rassemblent les sociaux-démocrates autour de la transformation sociale, autour du progrès démocratique, de la justice économique et de la révolution écologique. Or, convenons-en une fois pour toutes : 18% en faveur de François Bayrou en même temps que les 36% de gauche sont le signe que la social-démocratie est le souhait des Français. Il y a, en France, deux offres de rénovation politique : l'une qui s'articule autour d'une démocratie libérale décomplexée, où la règle est instrumentalisée comme contrainte, au lieu d'être attractive comme norme, porteuse de ravages sociaux et de dérives sociétales ; l'autre autour d'une social-démocratie, certes encore informelle, encore divisée, dont les composantes doivent se rassembler autour de la justice sociale, économique, écologique. Il ne s'agit pas ici de re-bipolarisation – tant s'en faut – mais un vrai choix de société lors de ce second tour.

Convictions

4 Place de Valois - 75001 PARIS - Téléphone 01 55 35 36 44 - Télécopie 01 49 27 00 12
e-mail : club.convictions@wanadoo.fr - site Internet : www.convictions.org

Ainsi, nous semble-t-il essentiel, pour que Ségolène Royal gagne au deuxième tour, de mettre en valeur les proximités fondamentales entre les acteurs futurs d'une social-démocratie pluraliste :

1. La priorité européenne

Trop absente de la campagne, elle doit être réaffirmée. Nous venons de redonner au monde le signe que nous savons conjurer nos dérives extrémistes. Donnons-lui maintenant celui d'une France "positive", tournée, comme le dit Ségolène Royal, vers les lumières, mais vers de nouvelles lumières, celles du 21^{ème} siècle étant encore à inventer. Il est impensable pour cela de ne pas recourir à un referendum car on n'efface pas un "non" populaire par un "oui" parlementaire. Plus de 75% des Français ont voté pour des candidats qui se réclament de la construction européenne. Profitons de ce moment pour inviter les Français à corriger leur "non" – qui était pour beaucoup le message que le peuple a envoyé à un Président auquel il ne voulait pas dire "oui" une deuxième fois – et à approuver un Traité européen reprecisé qui rende l'Europe plus efficace et plus ancrée dans les droits fondamentaux de l'homme. De même, au lieu de livrer au monde l'image sectaire que Nicolas Sarkozy donne de notre pays, ouvrons-nous, avec des règles, à des coopérations vivantes, bénéfiques et pour notre économie et pour notre rayonnement culturel.

2. Le renouveau démocratique

L'explosion de la communication par Internet, les blogs, l'essor de la démocratie participative, heureusement imposée par la candidate socialiste, ainsi que la participation massive des citoyens à ce scrutin sont autant de signes de "désir de démocratie" – mais d'une démocratie nouvelle. Ségolène Royal a su incarner ce tournant que des écologistes, des altermondialistes, de multiples associations avaient initié. Mais ne nous dissimulons pas que les électeurs ont exprimé aussi leur désir de casser les vieux schémas d'appareil. Ségolène Royal autant que François Bayrou ont compris cela. Les électeurs se trahiraient en se confiant au chef d'un parti unique pour lequel un plébiscite a servi de mode de désignation. Du désir de rénovation politique, Nicolas Sarkozy n'a voulu retenir que le mot "rupture", celle-ci étant pour lui,

habilement, mais trompeusement, sa façon de se démarquer du chiraquisme dont il a accompagné et animé toutes les dérives. La vraie rupture, c'est l'écoute transformée en projet, celui de la social-démocratie, et non la déchirure entre les Français que nous propose le candidat de l'UMP. Cette rénovation de la démocratie passe évidemment par la transformation des institutions – qui doivent être plus ouvertes, plus participatives, plus décentralisées et plus simples... – et par celle, devenue indispensable, du Parti socialiste.

3. La révolution du développement durable

Si le terme de révolution a bien un sens, c'est dans le domaine environnemental qu'il faut aujourd'hui la faire : révolution dans nos habitudes, révolution dans nos modes de pensée, révolution de nos modes de communication et de production. Il faut dépasser le paradoxe, douloureux pour tous ceux, membres ou non des partis écologistes, de voir la candidate écologiste au plus bas alors que la croyance écologique des Français est au plus haut. En même temps, l'élan populaire qu'a déclenché le Pacte écologique de Nicolas Hulot ne doit pas être perdu, et il est clair que beaucoup d'électeurs qui voyaient dans sa candidature potentielle le signal à envoyer aux dirigeants des partis à la fois de la primauté du contrat pour la planète et de la nécessité d'interpeller autrement les politiques, se sont décidés à voter pour François Bayrou. Pour eux, il est temps de se souvenir que les premières alliances programmatiques entre les écologistes et la gauche ont été faites par Michel Rocard et Lionel Jospin et que le programme de Nicolas Sarkozy en matière de développement durable est le plus mal noté par toutes les associations écologiques alors que celui de Ségolène Royal est, avec celui de Dominique Voynet, le mieux noté. Il est temps aussi d'affirmer que le marché seul ne régulera pas la planète – comme le pense George Bush, comme le pense Nicolas Sarkozy – mais que des règles nouvelles et urgentes sont à promouvoir.

4. La rénovation de l'approche économique et sociale

Dominique Strauss-Kahn l'a dit pendant toute la campagne : la mondialisation croissante des échanges économiques, la globalisation et la libéralisation complète des flux financiers, l'existence de firmes transnationales de plus en plus autonomes par rapport aux pouvoirs politiques rendent de plus en plus inopérantes les décisions

politiques des États-nations. De plus, le capitalisme managérial s'est transformé en un capitalisme financier ou patrimonial dans lequel la valeur actionnariale est devenue prépondérante. Ce processus entraîne une destruction du tissu économique et social, concrétisée par la précarité croissante des salariés, l'exclusion progressive du système de production d'un nombre important de travailleurs (particulièrement les moins formés techniquement) et par la délocalisation des investissements dans les pays à régimes sociaux inexistantes. Cette fracture ne peut être surmontée que par la maîtrise de l'économie de marché concrétisée par une régulation politique : au niveau mondial, par une réforme du système monétaire international ; au niveau européen, par l'établissement d'un gouvernement économique disposant d'une politique budgétaire articulée avec une politique monétaire ; au niveau national, par des mesures favorisant les PME, porteuses de développement économique territorial, par la négociation contractuelle du partage de la valeur ajoutée et par la participation décisive des salariés dans la gouvernance des entreprises. Tous les sociaux-démocrates s'accordent pour ce constat et sur ces solutions.

5. L'affirmation de la dignité du travail

Le vif débat sur la "valeur travail" a bien illustré, pendant toute la campagne, la grande préoccupation des Français, mais le candidat de l'UMP l'a instrumentalisée pour la transformer en un combat fratricide : celui qui croit au travail et celui qui n'y croit pas, comme si celui qui n'a pas de travail n'y aspirait pas et celui qui en a ne pouvait le partager. Ainsi, escamote-t-il la question cruciale des nécessaires évolutions du travail dans notre société et des indispensables réformes du traitement du chômage pour diviser les Français entre paresseux et travailleurs, alors que, par exemple, toutes les statistiques montrent que les Français travaillent plus que les Allemands. Certes, il faut lucidement s'interroger sur l'assistantat – qui doit être l'aide offerte par la collectivité à un moment difficile d'une vie, mais pas le système d'une vie – mais le sarkozysme alimente le rejet des exclus, alors que les réinsérer est un impératif de dignité ainsi qu'une nécessité économique. La sécurisation des parcours professionnels est une réponse essentielle à ce problème de société, mais aussi le développement d'une coopération sociétale et territoriale, l'essor de la société de connaissance et le dialogue

social. Ce n'est pas à une rupture, mais à une mutation considérable, passionnante, que nous sommes convoqués.

6. La construction d'un humanisme du 21^{ème} siècle, fait de justice et de tolérance.

C'est la question de la vie, du bonheur, de l'avenir de l'homme qui a été posée de façon nouvelle dans cette campagne. Les humanistes que nous sommes, électeurs de gauche, électeurs "bayrouistes", peuvent-ils laisser la France à un homme qui, avant le premier tour, a considéré, dans Philosophie Magazine, que *"la part de l'inné"* était supérieure à l'environnement et à l'éducation, et qui veut nous *"protéger"* au deuxième tour ? Le projet de Nicolas Sarkozy est de réduire la politique à l'encadrement de la vie individuelle en laissant au libéralisme le soin d'ajuster la vie collective à l'économie libérale ; l'homme est la variable d'ajustement, alors que, dans un projet social-démocrate, l'homme est la juste mesure de l'action. C'est ce qu'exprimait Jean-Baptiste de Foucauld en disant *"L'être humain ne se réduit pas à l'intérêt"*.¹ Le fait, incontestable, que nos comportements soient marqués par l'individualisme n'est qu'un défi de plus dans notre monde complexe ; en 2005, dans un texte intitulé *"Démocratie et Humanisme"*, nous écrivions : *"aujourd'hui, le désir et l'action sont réinvestis dans l'individu, tout l'espoir d'aujourd'hui, c'est de réintroduire dans la vie collective cette féconde dualité"*.² Dans la société dont "rêve" le candidat de l'UMP, cette dualité n'existe pas.

Les Français, et particulièrement les électeurs de François Bayrou, ont dans leurs mains la construction de la social-démocratie – c'est-à-dire le choix entre une démocratie sociale ou la république libérale que leur propose l'ancien Ministre de l'Intérieur, le choix entre une France présidente ou une France menaçante.

Bettina Laville, Présidente du Club Convictions

¹ In Revue Interclubs "Renouveler la gauche, repenser les fondements", page 48.

² Cf. texte "Démocratie et Humanisme" publié par le club Convictions (juin 2005).